

L'exode de la Conquête

Robert Larin

Numéro 99, 2009

La guerre de la conquête

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/6713ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Larin, R. (2009). L'exode de la Conquête. *Cap-aux-Diamants*, (99), 38–41.

L'EXODE DE LA CONQUÊTE



François-Xavier Garneau (1809-1866). Premier historien du Québec dont nous célébrons cette année le bicentenaire de la naissance. Illustration tirée de Benjamin Sulte. *Histoire des Canadiens-français*. 1882-1884. (Banque d'images de Cap-aux-Diamants).

PAR ROBERT LARIN

Les premiers historiens canadiens-français ont rapporté un exode important des classes dominantes à la Conquête. François-Xavier Garneau écrivait, en 1848, qu'il n'était plus resté « dans les villes que quelques rares employés subalternes, quelques artisans, à peine un marchand et le corps religieux ». Cette interprétation allait cependant être contredite à partir de 1866 lorsque l'annaliste des Ursulines de Québec fit remarquer que les archives de sa communauté témoignaient que les membres de l'élite canadienne n'étaient pas tous partis. En 1876, Joseph-Edmond Roy limitait le nombre de Canadiens émigrés à la Conquête à « environ 270 âmes [...], principalement des officiers, leurs femmes, enfants et serviteurs », expliquait-il, alors que, en 1928, Paul-Émile Renaud en établissait le nombre à 4 000 personnes, soit 15 fois plus! L'historiographie en vint finalement à faire consensus autour de l'affirmation de 2 000 départs soutenue par Lionel Groulx dans les années 1920.

Un second débat s'est engagé lorsque des historiens des années 1950, Guy Frégault et, surtout, Michel Brunet se sont attardés sur la « décapitation sociale » selon laquelle la population canadienne aurait abruptement été amputée de son élite à la Conquête; permettant ainsi aux Britanniques de s'emparer avidement de tous les champs d'activités commerciales, économiques et politiques. À la génération suivante, Fernand Ouellet et Jean Hamelin ont rétorqué que l'élite

de la Nouvelle-France avait toujours vécu en parasite et n'avait fait que fuir à la Conquête son incapacité à se tailler une place à l'intérieur du système capitaliste que les Britanniques allaient instaurer au Canada. Selon eux, le départ des classes dirigeantes à la fin du Régime français n'était aucunement responsable de l'absence jusqu'à la Révolution tranquille des Canadiens français à l'intérieur des sphères économique et politique.

On estime aujourd'hui qu'environ 4 000 personnes nées au Canada ou y ayant fondé une famille sont passées en France pendant la guerre de Sept Ans ou après la signature du traité de Paris, en 1763. L'impact de ce mouvement migratoire sur la société canadienne, qui ne comptait alors que 70 000 personnes, fut d'autant plus considérable qu'il s'agissait souvent de Canadiens parmi les plus riches et les plus influents dont l'émigration aggravait un climat économique et social déjà profondément marqué par un changement de régime politique et religieux, la perte d'institutions importantes, une crise économique profonde, ainsi que le départ des troupes, des administrateurs, des négociants et autres Français métropolitains.

« La légende de l'émigration en masse de nos hautes classes provient, en grande partie, n'en doutons pas, de la confusion constamment faite entre la noblesse française et la noblesse canadienne. Il y a de ces scories de l'histoire qui ne se fondent si bien avec la réalité que la tradition les emporte avec elle et finit par les garder. Non, le petit peuple de la Nouvelle-France n'a pas subi la décapitation sociale, du moins pas par l'émigration, il lui reste son clergé. »

UNE LONGUE SUITE DE DÉPARTS

La Nouvelle-France a toujours souffert de l'émigration d'une partie importante de ses habitants comme on peut notamment l'observer dans le port de Bordeaux où six navires en provenance de Québec firent débarquer 42 passagers en 1755. Or, la guerre de Sept Ans et la Conquête ont considérablement accru l'émigration de Canadiens en France. Dès la prise de Québec en septembre 1759, un certain nombre d'administrateurs et d'autres civils, en particulier des négociants, se sont embarqués sur le paquebot anglais le *Ponthoix*, qui les fit descendre dans un port de la Manche en janvier suivant. Les départs furent encore beaucoup plus nombreux après la capitulation générale signée à Montréal en 1760; sans compter l'évacuation des militaires et des administrateurs de la Nouvelle-France, on vit aussi partir plusieurs navires comme l'*Elthan*

emmenant des habitants de Québec ou comme cet autre navire anonyme arrivé à Morlaix avec des habitants de Montréal. Pour l'année 1761, l'Histoire se souvient du navire l'*Auguste* qui fit naufrage avec 153 passagers, mais 5 autres navires chargés de Canadiens se rendirent en France sans encombre cette année-là. Selon les termes de l'article 4 du traité de Paris, ces départs devaient encore se poursuivre jusqu'au 10 août 1764, mais ils continuèrent en réalité bien au-delà de cette date. Les archives portuaires françaises font notamment état de passagers canadiens débarqués à Calais en 1765 et la *Gazette de Québec* continua de publier les communiqués de Canadiens annonçant leur intention de partir prochainement pour la France. Il s'agissait alors soit du départ définitif de Canadiens revenus pour régler leurs affaires, soit de Canadiens ayant longuement hésité avant de se décider à passer en France avec leur famille. Citons par exemple le marchand Louis-Marie Boileau de Richebourg, marié à Louise-Céleste Lefebvre à Montréal en 1756, qui ne partira qu'en 1770 en perdant dans un naufrage un portefeuille bourré de papiers du Canada.

Philippe Aubert de Gaspé a bien raconté ce naufrage dans *Les Anciens Canadiens* publié en 1863. Parti de Québec le 15 octobre 1761, l'*Auguste* sombra le 16 novembre sur les côtes du Cap-Breton. Sept personnes ont survécu à ce naufrage, mais il est impossible d'établir le nombre exact des victimes. La compilation de différentes sources fait toutefois connaître 61 passagers canadiens, 41 passagers français en plus de 34 soldats et de 17 membres d'équipage, ce qui donnerait un total de 146 victimes par noyade.

LES VOIES DE L'ÉMIGRATION

L'exode de Canadiens à la Conquête apparaît très complexe et diversifié. Certains sont partis par mobilité professionnelle. Au service du roi de France, des officiers de plume et d'épée sont passés en France avec épouses, enfants, beaux-parents, domestiques esclaves, etc. Ils ont quitté le Canada avec l'espoir que cette démonstration de leur loyauté et de leurs bons services serait vivement récompensé par un emploi intéressant en France. Des Canadiens de plus basse extraction sociale étaient également au service du roi et sont aussi partis avec leur famille pour les mêmes raisons : soldats mariés au Canada, sages-femmes « entretenues par le roi », pilotes et chirurgiens « du roi », employés spé-

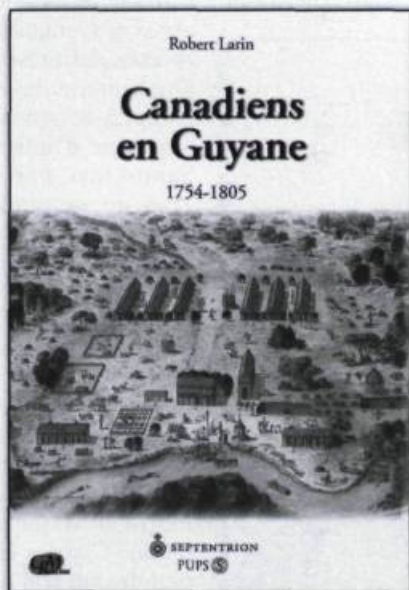


L'abbé Lionel Groulx (1878-1967), historien national. Carte postale sans date. (Collection Yves Beauregard).

cialisés du chantier naval de Québec et des Forges du Saint-Maurice, major de milice, etc. Certains se sont effectivement fait offrir un emploi dans une autre colonie. D'autres, notamment des commerçants exerçant leurs activités à l'intérieur du mercantilisme colonial français, sont aussi partis pour réorienter la poursuite de leur carrière ou de leur négoce. D'autres, encore, qui gagnaient leur vie comme navigateurs sur des navires affrétés en France ne pouvant plus désormais revenir au Canada, ont installé leur famille à Bordeaux,

à Nantes ou dans une autre ville portuaire française.

Certains ont été déportés ou ont quitté le Canada comme prisonniers militaires. Ce sont en premier lieu les passagers et les membres d'équipage des navires que la marine britannique commença à arraisonner à partir de 1755 ainsi que les miliciens capturés au cours des hostilités; mentionnons par exemple Joseph Duteau, de Berthier-en-Bas, pris en 1755 avec Joseph-Armand Dieskau baron de Dieskau et Joseph Foulardeau, de Charlesbourg, fait prisonnier en 1758 au fort Duquesne. Les armées de James Wolfe auraient aussi fait prisonniers de deux à trois cents miliciens canadiens en 1759. Emmenés en Angleterre, ils furent envoyés en France à leur



Canadiens en Guyane, 1754-1805 est un ouvrage de 387 pages publié par l'auteur aux Éditions du Septentrion/Presses de l'Université, Paris-Sorbonne en 2006.

Émigration canadienne vers la France au cours de la guerre de Sept Ans et la Conquête (estimations)

PÉRIODE	ANNÉES	EFFECTIFS
Guerre de Sept Ans	1754-1758	500
La Conquête	1759	900
	1760	1 400
	1761	400
Régime militaire	1762-1763	200
	1764	270
	1765-1770	330
Total		4 000

■ Émigration canadienne vers la France au cours de la guerre de Sept Ans et la Conquête (estimations). (Archives de l'auteur).

libération, mais seulement la moitié d'entre eux finira par revenir au Canada à compter de 1763. Une partie de la population de la Gaspésie ainsi qu'au-delà d'une centaine de Canadiens, qui se trouvaient aux îles Royale et Saint-Jean, ont été déportés en 1758 en même temps que toute la population de ces îles. Plusieurs de ces Canadiens ont été libérés des prisons d'Angleterre en même temps que les Acadiens et ont été envoyés en France à bord des mêmes navires; certains ont alors



Charles-Louis Tarieu de Lanaudière, 1743-1811. Gravure tirée de Benjamin Sulte. *Histoire des Canadiens-français*. 1882-1884. (Banque d'images de Cap-aux-Diamants).

noyé des alliances avec des Acadiens et ont participé aux projets de rétablissement aux Malouines, en Guyane et, plus tard, en Louisiane en 1785.

Les soldats de la marine, souvent accompagnés d'une épouse et d'enfants nés au Canada, ont été licenciés dès leur arrivée à Rochefort avec plusieurs mois de solde impayée et se sont ainsi retrouvés en situation de chômage et de pauvreté. La moitié des 1 500 marins de la flotte de ravitaillement arrivée à Québec au printemps de 1759 étaient des Canadiens. Ils furent évacués à l'automne en vertu de l'article premier de l'acte de capitulation de Québec et furent également congédiés dès leur arrivée en France.

Plusieurs de ces anciens soldats et marins ainsi mis au chômage sont aussitôt revenus au Canada avec leur famille et donnent aujourd'hui l'impression de n'en être jamais partis. Les autres ont tenté de refaire leur vie en territoire français où certains, en particulier des hommes de métier et des soldats, ont pu trouver un nouvel emploi dans une autre colonie. D'autres ont répondu avec leur famille à la campagne de recrutement de colons que l'on faisait alors pour la Guyane ou sont allés aux Malouines, à Saint-Domingue ou quelque part ailleurs en France continentale ou coloniale.

Charles-Louis Tarieu de Lanaudière a quitté le Canada avec le régiment de La Sarre dans lequel il avait trouvé un poste en 1756. Il était aide-major de ce régiment lorsqu'il revient au Canada au printemps de 1768 pour toucher l'héritage de sa mère. Apparemment influencé par son père, il prit alors la décision de rester et se maria en avril 1769. Nommé aide de camp du gouverneur Guy Carleton, il occupera aussi diverses fonctions dont celles de conseiller législatif, de grand voyer et de quartier-maître général de la milice. Sur 1 831 Canadiens bien identifiés et localisés en France après la Conquête, 171 (9,3 %) sont, comme lui, revenus définitivement au Canada. Louis Du Pont Duchambon de Vergor, passé en France avec les troupes, revint définitivement au pays dès 1761 alors que d'autres, comme Jacques-Philippe de Saint-Ours, parti du Canada avec sa mère vers 1766, ne rentreront qu'au début du XIX^e siècle.

Plusieurs des Canadiens passés en France avec les troupes devaient revenir au Canada pour chercher leur famille, vendre leurs biens et régler leurs affaires. Étienne-François, duc de Choiseul, en chargea deux d'entre eux, Paul Perrault et Pierre-Louis Rastel de Rocheblave, de présenter des offres d'établissement avantageuses en Guyane aux Acadiens et Canadiens qui auraient été mécontents de leur nouvelle allégeance britannique. Les intéressés devaient se rassembler à Saint-Pierre et Miquelon où un autre Canadien, le capitaine Charles Gilbert, était chargé de passer les prendre sur son navire pour les conduire jusqu'en Guyane. L'opération ne fut guère un succès puisque seulement un maximum d'une vingtaine de Canadiens est ainsi passé directement du Canada à la Guyane par Saint-Pierre-et-Miquelon.

EN GUISE DE CONCLUSION

En plus des déportés acadiens, des autres habitants des îles Royale et Saint-Jean et des quelques milliers de militaires, administrateurs, négociants et autres Français métropolitains rentrés chez eux à la fin de la Nouvelle-France, environ 4 000 Canadiens ont émigré en France entre 1755 et 1770, soit environ 5 % de la population de la vallée du Saint-Laurent. Outre le départ d'environ un tiers de la noblesse canadienne, il faudrait aussi porter meilleure attention à l'émigration encore plus abondante de familles issues des classes populaires. Compte tenu, au cours de la guerre de Sept Ans, d'un taux de mortalité à l'intérieur de la population civile d'environ 38 pour mille, s'il n'y eut pas de décapitation sociale, il y eut à tout le moins une saignée abondante que l'immigration ne parviendra pas à compenser avant le début du XIX^e siècle.

Au contraire des Acadiens que leur déportation a solidarisés et maintenus regroupés, l'exode des Canadiens à la Conquête apparaît globalement comme une multitude de migrations individuelles les ayant dispersés dans tout le royaume de France et souvent aux colonies. Leur désir de conserver leur mode de vie et de poursuivre leurs activités professionnelles avait entraîné les Canadiens de l'élite sociale dans cet exode alors que ceux des classes populaires s'y étaient retrouvés victimes des circonstances : la guerre, la fin de la guerre et la mise au chômage... L'historiographie n'avait guère jusqu'à maintenant soupçonné la grande complexité de l'exode de la Conquête, la variété des circonstances à l'origine des différentes vagues migratoires, ni la diversité des statuts socioprofessionnels des migrants et des itinéraires qu'ils ont suivis. ♦

Pour en savoir plus :

Robert Larin. *Canadiens en Guyane, 1754-1805*. Québec/Paris. Septentrion et Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2006, 387 p.

Robert Larin. *L'exode de Canadiens à la Conquête, le Petit-Canada de la Touraine, 1760-1840*. Montréal, Société généalogique canadienne-française, 2008, 40 p.

Robert Larin. « Les Canadiens passés en France à la Conquête (1754-1770) », dans Philippe Joutard et Thomas Wien (dir.), *Mémoires de Nouvelle-France. De France en Nouvelle-France*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 145-151.

Robert Larin. « L'exode de Canadiens à la Conquête. De la mémoire sélective à la mémoire retrouvée... en Guyane », dans *Mémoires vives*, Bulletin virtuel de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs, bulletin n° 22, octobre 2007. En ligne :

<http://www.cfqlmc.org/bulletin-memoires-vives/bulletins-anterieurs/bulletin-nd22-octobre-2007/211>

Robert Larin est auteur et historien.

Redécouvrir Le Québec



Cartes postales "Collection Art"
Plus de 300 modèles disponibles

EN VENTE AUX ENDROITS SUIVANTS

- Boutique du collectionneur TPM
- Les librairies Pantoute (St-Jean et St-Joseph)
 - MéloMag (rue Maguire)
- Jac & Gil (Place d'Youville et Charlesbourg)
 - Un Coin du Monde (Avenue Cartier)
- Librairie du Nouveau-Monde (Rue St-Pierre)
 - Musée de la Civilisation
- Centre d'interprétation Place Royale

Déjà 25 ans!

100^e numéro

En kiosque le 11 décembre 2009

LA REVUE D'HISTOIRE DU QUÉBEC

CAP-AUX-DIAMANTS